

« L'avenir est entre nos mains »

La jeunesse en mouvement

-

Par Michel Vakaloulis

Le concept de jeunesse est incertain, voire improbable, si l'on entend par là un creuset générationnel homogène, sans lignes de fracture ni ambivalences. En fait, la dimension générationnelle est constamment traversée par des marqueurs sociaux fondamentaux, à l'instar de l'origine de classe ou du niveau de certification scolaire, qui resurgissent souvent sous forme de discriminations.

Il y a un deuxième travers assez répandu qu'il s'agit de relativiser. C'est le fait de considérer que les jeunes seraient porteurs de manière exacerbée de tendances plutôt négatives comme l'individualisme, la dépolitisation, voire le conformisme qui impactent ensuite le reste de la société. Dans un jeu spéculaire, on inverse ici le raccourci selon lequel les jeunes seraient spontanément « révoltés », friands d'engagement civique et d'action contestataire.

Or, si les jeunes se distinguent culturellement sur certains aspects, tels les modes de communication en réseaux et l'usage des nouvelles technologies de l'information, dans bien des domaines ils ne s'éloignent pas beaucoup des autres parties de la population. Il est caractéristique qu'ils accordent autant, voire même davantage d'importance à la « valeur travail » que les adultes. Comme l'expliquent Guy Michelat et Michel Simon dans leur ouvrage *Les Ouvriers et la politique* (Presses de Sciences Po, Paris, 2004), les jeunes français ne sont pas plus favorables au libéralisme économique que leurs aînés. Ils sont en revanche beaucoup plus acquis au libéralisme culturel. Par ailleurs, s'ils votent plus à gauche dans leur ensemble que les autres classes d'âge, le tropisme de gauche tend à s'estomper. Dans les choix électoraux, les écarts entre générations se réduisent au fil du temps.

Une économie de l'incertitude

Les jeunes vivent dans un univers concurrentiel qui engendre, perpétuellement et massivement, de l'incertitude. Ils savent que pour « réussir », il faut « entreprendre » leur propre promotion. Trouver un emploi s'apparente désormais non pas comme un droit fondamental mais comme une *performance* pour se placer sur le marché du travail. Cette situation reproduit structurellement des motifs individualistes. A cette différence près, qu'il ne s'agit pas d'une posture de repli et d'isolément mais d'une mise en réseau et d'interaction.

Les jeunes peinent à se situer au milieu des bouleversements qui affectent le monde de l'entreprise. Ils sont confrontés à la complexification du système économique, à la précarisation de l'emploi, au brouillage de leur propre avenir. Les réorganisations récurrentes de l'entreprise contredisent la possibilité de se projeter dans la durée. Ils ne peuvent guère programmer leur vie. Malgré leurs compétences et leurs talents, ils sont utilisés comme une variable d'ajustement. D'où le décrochage vis-à-vis de la « culture d'entreprise ».

Puis vient l'onde de choc de la crise, à partir de 2008. Le regard des jeunes sur les mécanismes à l'origine de la crise est interrogatif. Ils ne comprennent vraiment pas « comment ça fonctionne ». Ils cernent certains enjeux, mais pas la crise dans sa totalité. Ils ne sont pas imperméables à l'idéologie libérale comme l'attestent des témoignages où l'on retrouve les discours fatalistes dominants : la crise comme « destin », le « réalisme économique », l'impératif de la réduction des déficits, etc.

En revanche, ils se rendent compte qu'ils ne sont pour rien dans l'avènement de la crise. Ils prennent conscience que ce qui arrive dans plusieurs pays de l'Europe du Sud comme la Grèce, qui se situe au bord de l'effondrement, peut arriver très vite ailleurs. Personne n'est à l'abri, aucune situation n'est acquise. On constate ici une contagion de la crainte de « tomber dans le gouffre ». Si leur vécu les différencie en exacerbant la concurrence interindividuelle, la crise les réunit sous le même ciel. L'idée que le monde va mal apparaît massivement dans leurs témoignages. Les jeunes constatent les dégâts d'un système d'organisation qui a érigé « le marché libre et concurrentiel » comme principe de régulation suprême. De ce point de vue, l'avènement de la crise est le retour au principe de réalité. Un retour brusque et violent qui atteste le caractère « déséquilibré », « irrationnel » et « incontrôlable » du système économique en vigueur.

En même temps, beaucoup de jeunes insistent sur l'instrumentalisation de la crise par les entreprises pour accélérer les projets de restructuration, réduire les effectifs et les acquis salariaux. La crise fonctionne ainsi comme un alibi pour justifier des choix préétablis.

Entreprise, travail, engagement

Les jeunes réalisent que l'entreprise fonctionne d'emblée dans un espace économique instable. Elle ne dispose pas d'une vision à long terme de ses « ressources humaines ». En général, elle attend d'eux d'être immédiatement opérationnels. En même temps, elle ne garantit ni l'emploi ni la reconnaissance de leur investissement. Il est d'ailleurs clair qu'elle n'hésitera pas à se séparer d'eux en situation de difficulté. D'où une relation largement désillusionnée, critique, parfois dépitée à son égard. Ils s'y engagent, franchement, mais sans signer un « chèque en blanc ». Sans souscrire à une logique de « fusion ».

Dans ces conditions, le rapport de la nouvelle génération de salariés à l'entreprise se caractérise par une *précarisation affective du sentiment d'appartenance*. Ils ont bien intégré culturellement le fait qu'ils ne feront pas carrière dans une *seule* entreprise. Dorénavant, la maîtrise de leur avenir passe par un effort de revisiter leur « employabilité ». L'entreprise n'est pas la finalité de la carrière mais son principal vecteur. C'est une relation d'utilité plutôt qu'une relation d'appartenance identitaire.

Les jeunes vivent le rapport au travail comme une mise à l'épreuve, un défi, une incitation à la réussite et à l'affirmation de leurs capacités créatrices. Cette attitude présuppose une forme d'engagement autour des enjeux qui se nouent dans le métier. Ce constat se vérifie *a fortiori* dans le cas des jeunes salariés diplômés.

La problématique en termes d'engagement dans le travail ouvre une nouvelle perspective. Il s'agit de montrer que le rapport au travail, l'acquisition de compétences, la qualité de l'apport professionnel peuvent être vécus comme une forme d'investissement générationnel où la réussite individuelle met en jeu des valeurs sociales.

Or, si les jeunes déclarent s'engager sans états d'âme dans le travail, ils posent explicitement la question de la reconnaissance. Leurs attentes en matière de contreparties substantielles sont fortes. À défaut de reconnaissance et de perspectives d'avenir, c'est leur fidélisation à l'entreprise qui est en cause.

Or, la modernisation des entreprises rend extrêmement difficile, et en tout cas incertaine et aléatoire, la réalisation des aspirations à la reconnaissance. Indexée sur des critères de rentabilité financière ou sur des dispositifs d'évaluation bureaucratiques, l'activité de travail apparaît souvent entravée, reniée, dévalorisée. Beaucoup de jeunes disent faire un « job » sans intérêt, sans assumer des responsabilités ni ouvrir des perspectives. La crise accentue le

rapport « alimentaire » au travail qui ne se cesse de se dégrader. D'où la démotivation, sinon la défection. C'est, précisément, cet échec, relatif mais récurrent, discontinu mais omniprésent, qui est à l'origine de la distanciation des jeunes à l'égard de l'organisation du travail.

Quelles aspirations ?

Le désenchantement du monde dans lequel ils évoluent ne conduit pas les jeunes à baisser les bras ni forcément à se déclarer pessimistes. D'une manière paradoxale, leur scepticisme à l'égard des perspectives de leur génération ne rime pas avec défaite psychologique à titre personnel. Dans la mesure où ils sont dans l'action, ils gardent l'espoir. Ils se donnent des objectifs à court terme, construisent des micro-projets, portent en silence des aspirations pour « s'en sortir ».

Pour certains, la crise représente non seulement une catastrophe mais, peut-être, une occasion unique pour tout remettre en cause : le modèle de développement, l'absence de méritocratie, la corruption, la dévalorisation de la jeunesse injustement « sacrifiée ». Elle remet à l'ordre du jour le besoin de désenclavement des individus isolés, de solidarité, d'entraide.

De ce point de vue, rester optimiste contre vents et marées est une arme face à la crise. L'optimisme contrecarre symboliquement la dévaluation sociale que subit la jeune génération. A défaut, c'est la dépression, la démission.

Militantisme et action publique

Si les jeunes plébiscitent le développement durable, ils expriment une méfiance à l'égard de l'engagement durable. Ils ne se reconnaissent pas aux formes traditionnelles du militantisme, syndical et politique. Ils préfèrent plutôt les actions solidaires, les expérimentations locales, les interventions ponctuelles pour soutenir un projet ou une cause juste (protection des animaux, de l'environnement, antiracisme, lutte contre les discriminations, etc.).

Le socle commun de leurs dispositions est une attitude responsable, centrée sur les valeurs de la personne humaine. Le bénévolat incarne à leurs yeux un idéal d'engagement en raison de ses caractéristiques : absence de professionnalisme, participation auto-consentie,

rapport à des valeurs, sentiment d'utilité sociale, immédiateté de l'action, etc. En revanche, le modèle du militantisme où l'on investit une bonne part de sa vie est très éloigné de leur vision du monde.

Enfin, il faut s'arrêter un instant au contexte de l'engagement. Les difficultés que rencontrent les jeunes d'aujourd'hui ne sont de la même nature que celles qu'a connues la génération de leurs parents, et encore moins, celle de la génération de l'après-guerre. La donne structurelle qui change considérablement le paysage social est le chômage de masse et le développement de la précarité.

Cette donne, associée aux divers dysfonctionnements du système scolaire, pèse lourdement sur les représentations collectives. Le sentiment de fragilisation qui marque l'entrée dans la vie adulte ne cesse de se renforcer. La priorité est de « se débrouiller », voire de survivre dans un milieu hostile et aléatoire. Quitte à différer le reste comme « superflu » au nom du principe de réalité. Ainsi, les jeunes partent de plus en plus tard du foyer familial, voire reviennent faute de pouvoir financer leur logement après avoir tenté de vivre seul ou en couple. Ce retour à la « chambre d'enfant » tend à surseoir toute forme d'engagement.

Il n'empêche qu'une partie des jeunes franchissent le pas et s'engagent, ou du moins, se déclarent prédisposés à le faire. Il existe une pluralité de formes d'engagement : professionnel, syndical, associatif, politique. Toutefois, les réajustements et les passages d'une forme d'engagement à une autre ne sont ni automatiques ni forcément souhaitables par les intéressés. De toute évidence, le rapport à l'action n'est pas enchâssé dans de grands récits idéologiques mais apparaît comme étant « pragmatique », c'est-à-dire susceptible de parvenir à des solutions concrètes.

L'image de la politique

Les jeunes expriment une défiance à l'égard de la politique institutionnelle. L'idée qui prévaut est que la politique officielle rime avec « argent », « corruption », « clientélisme », « fausses promesses », « hypocrisie », « mensonge ».

Les partis politiques dominants apparaissent comme des appareils extrêmement structurés, verticaux et professionnalisés qui reproduisent avant tout leurs propres intérêts tout en s'efforçant de convaincre l'opinion de leur caractère « désintéressé ». Mais il n'en est rien : non seulement ils sont interchangeables quant à leurs orientations fondamentales, mais leur électoralisme débridé constitue un obstacle à la participation citoyenne sur les questions de fond.

Il n'est guère étonnant dans ces conditions de constater la mauvaise presse des personnels politiques en vue auprès de la nouvelle génération. Ces derniers ne sont pas simplement « aux affaires », ils font souvent des affaires, soit indirectement, en tant que promoteurs d'intérêts économiques privés qu'ils sont prêts à défendre et à légitimer, soit à titre personnel. La distance qui les sépare des citoyens ordinaires grandit de plus en plus. Précisément, la crise est un accélérateur de la crise de représentation.

Or, la crise financière et économique actuelle oblige à revisiter les positionnements et les représentations des jeunes sur la politique. Beaucoup de jeunes retrouvent l'envie d'actionner des leviers pour combattre la montée des précarisations. Ils souhaitent défendre la dignité du réel contre le mépris ordinaire lié aux multiples formes d'oppression. Mais cette posture exprime souvent un désir de changement plutôt qu'une conception cohérente et alternative aux forces dominantes.

Du reste, les jeunes considèrent que la politique est trop précieuse pour être confiée aux professionnels de la politique. S'il existe un trait de la politique institutionnelle qui les révolte absolument, c'est précisément l'entrepreneuriat politique. C'est l'étouffement de la participation politique par les structures bureaucratiques, le marketing politique, le « carriérisme » dans les partis.

Finalement, pourquoi les jeunes ne se retrouvent-ils pas dans la politique officielle ? Parce que sans doute le champ politique ne leur permet pas d'avoir prise sur leur destin collectif. Parce que les partis ne se posent pas les problèmes que les jeunes se posent réellement mais sont dans la caricature : ils ne savent ni écouter les jeunes ni leur donner envie de s'engager. Quels axes de recomposition envisager alors pour que la politique se fasse en tenant effectivement compte des nouvelles formes de politisation qui traversent la nouvelle génération ? Le politique doit apporter des réponses concrètes et crédibles à cette interrogation. C'est la condition nécessaire pour redonner l'espoir et replacer les jeunes au centre de la vie démocratique aussi bien au niveau national qu'à l'échelle de l'Europe.

Michel Vakaloulis, sociologue, est docteur en philosophie et maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Paris-8. Il vient de publier aux Editions de l'Atelier, *Précarisés, pas démotivés ! Les jeunes, le travail, l'engagement*.

Site personnel : <http://vakaloulis.wordpress.com/>